

Perspectives de carrières

105-108-111

Titre de l'emploi : La fonction publique recrute des économistes dans toutes les régions

Domaines de l'emploi : Tous les domaines (excepté technologies de l'information et sciences et génie)

Catégorie d'emploi : Professionnel

Période d'inscription : du 7 au 19 juin 2018

Régions de validité : Toutes les régions

Hyperlien généré à la suite de l'appel de candidatures :

<https://recrutement.carrieres.gouv.qc.ca?offerid=44477>

Vous souhaitez occuper un emploi professionnel et contribuer à la société québécoise de demain?

Que vous soyez titulaire d'un baccalauréat ou en voie de terminer vos études universitaires, ou que vous possédiez de l'expérience de travail pertinente, la fonction publique du Québec a besoin de vous!

Cet appel de candidatures d'envergure vise à pourvoir une grande quantité d'emplois diversifiés de professionnelles et professionnels dans tous les [ministères et organismes](#), dans toutes les régions administratives du Québec et dans les domaines d'activité suivants :

- Administration, affaires, comptabilité et finance
- Arts, culture, lettres et communication
- Bâtiment, travaux publics, aménagement et transports
- Enseignement et sciences de l'éducation, sciences humaines et sociales
- Justice et protection du public
- Ressources naturelles, agriculture, faune et environnement
- Santé et services sociaux
- Tourisme et hôtellerie

Les emplois professionnels de la fonction publique sont liés à la conception et à la mise en œuvre de politiques, de programmes, de directives, de systèmes, d'ententes, de lois ou de règlements. Les tâches d'une professionnelle ou d'un professionnel concernent l'analyse et le conseil afin, notamment :

- d'assurer le perfectionnement de connaissances ou de procédés;
- de déterminer le bien-fondé des sujets à l'étude et de proposer des modifications, le cas échéant;
- de transmettre une connaissance spécialisée par l'intermédiaire d'avis, de recommandations ou de rapports, lesquels serviront à la prise de décision des gestionnaires.

Si vous répondez aux conditions d'admission et que vous réussissez les examens, vous pourrez occuper un emploi appartenant à l'un des corps d'emploi suivants :

- Agente ou agent de recherche et de planification socio-économique
- Attachée ou attaché d'administration
- Analyste des procédés administratifs

Votre profil pourra ainsi être repéré par les ministères et organismes selon les emplois offerts.

Agente ou agent de recherche et de planification socio-économique

Les agentes et agents de recherche et de planification socio-économique conçoivent et mettent en œuvre des politiques, des programmes, des directives, des systèmes, des ententes, des lois et des règlements en exerçant des activités d'étude et de recherche en vue du développement social et économique dans un cadre local, régional ou provincial.

Ils analysent divers facteurs comme la législation, la recherche fondamentale, les changements technologiques et culturels, les investissements publics et privés, l'évolution démographique et les données statistiques en général.

Ils en évaluent les retombées sur les politiques administratives, tentent d'en prévoir les implications en conséquence pour un secteur d'activité, par exemple dans les domaines de l'orientation économique, des finances et de l'équipement des richesses naturelles, du travail et de la main-d'œuvre, de l'immigration, de l'éducation, du bien-être et de la santé, des relations intergouvernementales et du développement communautaire.

Les agentes et agents de recherche et de planification socio-économique sont répartis dans tous les ministères et organismes et dans toutes les régions du Québec. Ils sont des acteurs clés qui contribuent à bâtir le Québec de demain.

À titre indicatif, voici des exemples d'emplois :

- [Agente ou agent de recherche dans le domaine de la santé et des services sociaux](#)
- Analyste en transport
- Analyste financière ou analyste financier
- Chargée ou chargé de projet
- Conseillère ou conseiller en affaires autochtones
- Conseillère ou conseiller en affaires municipales
- Conseillère ou conseiller en aménagement du territoire
- Conseillère ou conseiller en développement et en évaluation de programme
- Conseillère ou conseiller en éthique
- Conseillère ou conseiller en environnement
- [Conseillère ou conseiller à la formation](#)
- Démographe
- [Économiste](#)
- Enquêtrice ou enquêteur
- Fiscaliste
- [Pharmacienne ou pharmacien](#)
- Statisticienne ou statisticien
- Urbaniste

Analyste des procédés administratifs

Les analystes des procédés administratifs œuvrent dans un environnement en pleine transformation où ils doivent être en mesure de s'adapter rapidement aux différents enjeux opérationnels ayant une incidence sur le succès organisationnel.

Elles et ils exercent un rôle névralgique dans les ministères et organismes en conseillant les autorités sur les meilleures pratiques et en élaborant des solutions novatrices. À cet effet, ils peuvent, entre autres, analyser des systèmes administratifs, poser des diagnostics opérationnels ou rédiger des procédures, et ce, dans le but d'améliorer et d'optimiser les processus existants.

Ces professionnelles et professionnels exercent également un rôle-conseil en élaborant des stratégies d'intervention permettant d'assurer l'utilisation efficiente des ressources organisationnelles.

Les analystes des procédés administratifs exercent leurs fonctions dans différents ministères et organismes et sont à l'œuvre dans divers secteurs d'activité. Une multitude de directions des ministères et organismes peuvent donc profiter du savoir-faire de ces spécialistes qui participent activement au succès de la société québécoise.

À titre indicatif, voici des exemples d'emplois :

- Analyste d'affaires
- Analyste en géomatique
- Conseillère ou conseiller en assurance qualité
- Conseillère ou conseiller en gestion documentaire
- Conseillère ou conseiller en gestion immobilière
- Conseillère ou conseiller en information de gestion
- Conseillère ou conseiller en optimisation de processus
- Conseillère ou conseiller en outils et indicateurs de gestion
- Conseillère ou conseiller en soutien aux utilisateurs
- Responsable du marketing Web et des médias sociaux

Attachée ou attaché d'administration

Les attachées et attachés d'administration exercent des activités de nature professionnelle dans une multitude de secteurs d'activité, et ce, dans la grande majorité des ministères et organismes.

Leurs aptitudes dans les relations humaines et en coordination ainsi que leur sens aigu du service à la clientèle font des attachées et attachés d'administration des personnes-clés au sein de la fonction publique québécoise.

Ces professionnelles et professionnels exercent un rôle-conseil auprès de gestionnaires et, par leur expertise, participent à la mise en œuvre de politiques gouvernementales.

La fonction publique du Québec a besoin de personnes candidates de qualité, passionnées et engagées comme vous, pour pourvoir le large éventail de postes!


À titre indicatif, voici des exemples d'emplois :

- [Agente ou agent de probation](#)
- [Conseillère ou conseiller aux entreprises](#)
- Conseillère ou conseiller en administration
- Conseillère ou conseiller en financement
- Conseillère ou conseiller en francisation
- Conseillère ou conseiller en gestion contractuelle
- [Conseillère ou conseiller en milieu carcéral](#)
- [Conseillère ou conseiller en réadaptation ou en indemnisation](#)
- Curatrice déléguée ou curateur délégué
- Ergonome
- Fiduciaire
- [Inspectrice ou inspecteur en santé et sécurité du travail](#)
- Nutritionniste
- [Révisseuse ou réviseur](#)

CONDITIONS SALARIALES

À titre indicatif, en date du 31 mars 2015, l'échelle salariale pour :

- une agente ou un agent de recherche et de planification socio-économique est de **40 241 \$** (minimum de l'échelle) à **76 293 \$** (maximum de l'échelle);
- une ou un analyste des procédés administratifs est de **40 963 \$** (minimum de l'échelle) à **75 644 \$** (maximum de l'échelle);
- une attachée ou un attaché d'administration est de **41 023 \$** (minimum de l'échelle) à **75 532 \$** (maximum de l'échelle).

En cas de disparité, l'échelle salariale déposée sur le site Internet du [Secrétariat du Conseil du trésor](#)  a priorité.

PARTICULARITÉ DE L'EMPLOI

35 heures/semaine

PRINCIPAUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EMBAUCHANT

Tous les [ministères et organismes](#)